Les massacres de Diapé et de Makoundié (Côte-d'Ivoire, juin 1910)

Entre répression coloniale et violences interafricaines

Fabio Viti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20564>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.20564

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2017

Pagination : 59-88

ISBN : 978-2-7132-2688-5

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Fabio Viti, « Les massacres de Diapé et de Makoundié (Côte-d'Ivoire, juin 1910) », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 225 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20564> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.20564>

Les massacres de Diapé et de Makoundié (Côte-d'Ivoire, juin 1910)

Entre répression coloniale et violences interafricaines

« Un document recèle deux vérités au moins, dont la première est toujours insuffisante » (Didi-Huberman 2009 : 33).

La conquête coloniale et la résistance qu'elle a eu à contrer offrent un observatoire et un cadre d'analyse privilégiés sur les sociétés africaines aux prises avec des transformations rapides et imprévues¹. La richesse et la variété des sources d'archive à ce sujet permettent — y compris par leurs silences et omissions — un regard anthropologique rapproché, une observation au « ras du sol » des violences ainsi qu'une analyse du discours produit sur ces violences, de la guerre guerroyée et de la guerre d'écriture. À partir d'un « terrain d'archives »², une véritable « ethnographie historique » devient alors possible, ayant comme objet la matérialité brute de la violence telle qu'elle transparaît derrière le masque policé de l'écriture administrative. La tâche que je me propose par ce « retour à l'archive, au document brut », au texte et au lexique des acteurs (Chartier 2009 : 9-12) est donc de creuser

1. Ce travail fait partie d'un plus vaste projet sur la guerre et les violences coloniales en Côte-d'Ivoire, soutenu par le programme PRIN 2010-2011, « Stato, pluralità e cambiamento in Africa », 201048XHTL_004, Ministero dell'Istruzione, dell'Università e della Ricerca, Dipartimento di Studi Linguistici e Culturali, Università di Modena e Reggio Emilia (voir VITI 2012, 2016). Une première ébauche très partielle de ce texte, concernant uniquement l'épisode de Makoundié, a été présentée et discutée au Colloque « Massacres et répressions dans le monde colonial », Université de Bretagne-Sud, Lorient, 27-29 novembre 2014. Je remercie les organisateurs et les participants pour les échanges très fructueux de ces journées. Mes remerciements vont aussi aux évaluateurs anonymes, qui avec leurs remarques m'ont permis de mieux préciser mon propos, dont je garde entière la responsabilité. Merci enfin à E.L.C., pour tout ce qu'elle apporte à mon travail.
2. J'emprunte cette expression à LACOMBE (2014 : 82).

le discours officiel, ses rhétoriques, ses élaborations narratives et ses contradictions, à la recherche, en creux, des voix des victimes qu'il peut receler. Par la seule langue coloniale — souvent une novlangue ou une langue de bois — le faible son de la parole des « indigènes » peut être encore audible en dissonance, notamment par le biais des violences subies et infligées et de la souffrance des corps meurtris. L'archive « parle », certes, de manière intentionnelle, et elle fait partie intégrante de la « machine de guerre » coloniale, dont elle constitue une composante discursive puissante et un élément symbolique majeur, essentiel à la domination ; mais l'archive « est parlée » aussi, et elle peut toujours être interrogée à nouveaux frais, mettant en relief les discordances et les contrastes, et en exhumant, c'est le cas de le dire, les épisodes moins reluisants et volontiers enfouis.

En particulier, la conquête de ce qui deviendra la Côte-d'Ivoire a été, de par la résistance rencontrée, l'une des plus longues et sanglantes que la colonisation française ait eu à affronter en Afrique de l'Ouest, et la production d'archives en a été conséquente. Presque aucune des régions de la future colonie n'a été acquise « pacifiquement », même si les formes d'opposition ont été différentes, échelonnées dans le temps et rarement coordonnées entre elles. Pour décrire la variété prise par ces oppositions à l'intrusion coloniale, on pourrait en effet parler de résistance, rébellion, révolte, insurrection, soulèvement, mais aussi de rejet, insoumission, insubordination, hostilité, soustraction (au travail, à l'impôt), absence de collaboration, inertie, autant de termes couramment employés par les autorités coloniales elles-mêmes. Ces résistances à la conquête ont pris des aspects actifs ou passifs, ouverts ou voilés. Des formes de collaboration, plus ou moins spontanées et convaincues, n'ont pas non plus manqué, les lignes de séparation entre des attitudes opposées pouvant traverser la même population ou la même région ; de plus, les ambiguïtés, les hésitations, les revirements et les changements de camp ont été nombreux.

Dans son ensemble, la résistance s'est poursuivie pendant plus de deux décennies, intermittente et discontinue, accompagnant l'histoire de la colonie, de sa création officielle en 1893 (et même avant) jusqu'à la Première Guerre mondiale. Pendant cet arc temporel, les troupes coloniales ont dû faire face à l'Empire de Samori Touré (1895-1898) au Nord, à la résistance des Baoulé (entre 1891 et 1911, par intermittence) et des Abouré (1894), à celle des populations Guro, Dida et Bété du Centre-Ouest (1912-1915), des Dan, Toura et Wè de l'Ouest (1913). Sans compter que les dernières opérations contre les Lobi du Nord-Est ne se sont achevées qu'en 1920-1921³.

3. Beaucoup reste à faire pour la connaissance de la résistance à la pénétration coloniale en Côte-d'Ivoire, notamment en ce qui concerne les régions forestières de l'Ouest. Pour un cadre général récapitulatif, voir LOUCOU (2007) ; sur les opérations menées contre Samori, voir PERSON (1975) ; sur les Baoulé, voir WEISKEL (1980) ; sur les Lobi, voir DOMERGUE (1977). Un tableau d'ensemble avait été produit par le protagoniste principal de la « pacification », Gabriel Angoulvant, dès 1916.

Parmi les populations « récalcitrantes » de la partie méridionale et forestière de la Côte-d'Ivoire, il faut compter aussi les Abbey, protagonistes de l'une des révoltes les mieux organisées, qui éclata en janvier 1910. Pendant trois mois, les Abbey, qui avaient entraîné dans leur mouvement les Attié voisins, avaient tenu en échec les troupes coloniales, jusqu'à la reddition au mois d'avril. La révolte, qui avait pris pour cible le chemin de fer, s'était soldée par un nombre important de victimes, la destruction de nombreux villages et des cultures, le désarmement, l'imposition d'une amende de guerre, la capture et la déportation des chefs et des « meneurs » (voir *infra*). En juin 1910, des « reconnaissances » étaient donc en cours, en vue d'établir les conditions de la soumission définitive. C'est alors que deux épisodes similaires et concomitants, advenus à quelques dizaines de kilomètres de distance l'un de l'autre, vinrent troubler une phase de relative accalmie. Touchant principalement deux villages, l'un attié (Diapé), l'autre abbey (Makoundié)⁴, la dure répression qui s'abattit contre des populations désarmées, comprenant vieillards, femmes et enfants, révéla un fort esprit de vengeance de la part des troupes coloniales et l'inertie coupable des autorités civiles. Ces massacres se situaient, en effet, dans le contexte de la « pacification » de la colonie, poursuivie de 1908 à 1915 sous la direction du lieutenant gouverneur Gabriel Angoulvant. Celui-ci, pourtant pourfendeur de la « conquête pacifique » de son prédécesseur F.-J. Clozel et partisan de la « manière forte » (Angoulvant 1916), fut pris de court par l'initiative largement autonome des militaires, ce qui l'amena à ouvrir avec eux un contentieux très dur, où, toutefois, ces massacres tenaient un rôle secondaire.

Face à des événements localisés, certes, mais pas tout à fait isolés, et qui ne sont évoqués dans la littérature que de manière allusive et superficielle, ma démarche consiste à prendre en charge ces micro-histoires afin d'essayer de montrer les possibilités de lecture en creux des archives coloniales, dont les silences, les « blancs » dans l'écriture, peuvent être réintégrés dans l'analyse, au même titre que le discours qu'elles portent, notamment à la lumière des contradictions internes au dispositif colonial.

Le massacre de Diapé

La répression particulièrement violente du village attié de Diapé par un détachement de tirailleurs commandé par le lieutenant Alessandri ne sera initialement connue par le gouverneur Angoulvant qu'à travers le témoignage de « M. Donat Lamblin, colon installé à Anyama », en juillet 1910. Angoulvant en informa promptement le gouverneur général de l'AOF à Dakar, William Ponty, faisant état de plusieurs villages brûlés pour avoir donné

4. Les régions limitrophes des Abbey (ou Abè) et des Attié (ou Akyé) se trouvent dans la partie sud-orientale de la Côte-d'Ivoire, une région de forêt traversée par la ligne du chemin de fer, enjeu majeur de la colonisation et de ses opposants.

refuge aux rebelles abbey ; de plus, « une partie de la population, femmes et enfants compris, aurait été massacrée »⁵. Suite à cette dénonciation, où les faits apparaissaient déjà dans toute leur gravité, Angoulvant chargea l'inspecteur des affaires coloniales Charles de la Bretesche d'une enquête sur place. Celui-ci put interroger de nombreux indigènes, ainsi que des interprètes et des représentants⁶. Tous ces témoignages concordent sur le fond, mis à part certains détails, au sujet desquels les divergences dépendent de la position respective des témoins sur la scène⁷. Le récit qui ressort de l'enquête est accablant pour le lieutenant Alessandri et ses hommes⁸ : entre avril et juin 1910 (les dates exactes ne seront jamais précisées, les faits se déroulant sur plusieurs jours), une série de tournées de police, chacune dirigée par un officier, avait investi les villages attié de Boudépé, Agou, Andé, Diapé et Akoudzen, à la recherche des rebelles abbey ayant pu se soustraire à la capture et en particulier des trois « meneurs » de la révolte de janvier 1910. Les officiers français accusaient les villageois attié de cacher les rebelles abbey dans leurs plantations et ne croyaient pas à leurs dénégations. Les chefs et notables attié juraient, de leur côté, qu'ils n'avaient pas donné refuge aux Abbey, avec lesquels ils se disaient en mauvais termes et protestaient de leur fidélité aux autorités coloniales du poste d'Adzopé, où ils avaient toujours dénoncé les rebelles.

Le premier village, Boudépé, fut soumis à une amende de 1 000 francs par le capitaine Foulon ; cette amende fut ensuite jugée injustifiée par l'inspecteur de la Bretesche. À Agou, « les habitants auraient reçu les Abbeys mais les auraient renvoyés avant l'arrivée du capitaine Foulon ». Devant les demandes de cet officier, les habitants avaient pris la fuite ; huit d'entre eux avaient été tout de même capturés, dont trois étaient morts en détention ; le village avait subi également une amende de 2 500 francs, le vol d'une grosse caisse et avait été finalement incendié.

Après cet épisode, le capitaine Foulon quittait la scène, remplacé par le lieutenant Alessandri, qui organisa son action de police au mois de juin. Le village d'Andé était alors indiqué, par les représentants au poste d'Adzopé⁹, comme le village ayant hébergé les rebelles venant d'Ekoupé,

5. ANCI, 2 DD 238, [Angoulvant] à M. Le Gouverneur Général de l'AOF, à Dakar, A.S. d'incidents en Pays Attiés, le 18 juillet 1910.

6. Il s'agit des « porte-canne » des chefs, installés auprès des commandants des postes.

7. Il nous reste de l'inspecteur Charles de la Bretesche deux documents réunis dans le même dossier et sous la même référence : les réponses synthétiques à cinq questions précises posées par le gouverneur Angoulvant par une lettre du 31 Juillet 1910 et le procès-verbal plus détaillé de l'enquête menée sur le terrain [ANCI, 1 EE 21 (3), L'Inspecteur à M. le Gouverneur de la Côte-d'Ivoire, Agboville, le 28 août 1910].

8. ANCI, 1 EE 21 (3), L'Inspecteur à M. le Gouverneur de la Côte-d'Ivoire, Agboville, le 28 août 1910. La synthèse et les citations qui suivent proviennent de ce document. Plus de détails se trouvent dans le procès-verbal.

9. Il faut remarquer l'esprit de « collaboration », que l'on retrouvera plus tard, d'une partie au moins de la population attié.

« affirmation non vérifiée [...] » — écrira l'inspecteur de la Bretesche — s'appuyant uniquement « sur la proximité des deux villages qui cependant étaient en mauvais termes ». Selon le témoignage des habitants,

le Lieutenant Alessandri, dès son arrivée, fit appeler quatre notables et leur demanda de lui livrer les gens d'Ekoupé. Il les fit ensuite attacher et enfermer. Ces quatre hommes furent gardés pendant un mois. Les habitants effrayés par les menaces qu'ils recevaient ayant commencé à se sauver, les tirailleurs tirèrent sur eux et tuèrent un nommé Odo. Le village fut frappé de mille francs d'amende. Le lendemain, des reconnaissances furent envoyées dans la forêt.

Trois hommes, un enfant de dix ans et trois femmes furent tués à coups de fusil et eurent la tête tranchée ensuite avec la matchete. Seule une de ces femmes fut prise dans une plantation et eut la tête coupée avec une matchete.

Trois femmes sont mortes dans la forêt des suites de leurs blessures. Le nombre des morts s'élève à onze.

Le village fut brûlé, le bétail — 15 bœufs, 80 moutons, 100 cabris fut enlevé¹⁰.

Ce témoignage était confirmé, du moins partiellement, par d'autres sources, toujours rapportées par l'inspecteur de la Bretesche :

L'interprète Léon N'Cien, du poste d'Adzopé, qui accompagnait le Lieutenant Alessandri, a vu tirer sur le nommé Odo. Le Lieutenant a envoyé trois hommes pour lui couper la tête. L'homme essayait de se relever. Le lendemain les soldats sont envoyés dans les plantations et, en partant, ils tuent trois hommes à coups de fusil et leur coupent la tête.

Le brigadier de police Mamadiou Diallo, d'Agboville qui accompagnait le Lieutenant, dit que le Lieutenant a fait arrêter et attacher quatre notables, que les habitants effrayés des menaces se sauvent, que les tirailleurs tirent sur eux et blessent grièvement un homme (Odo). Le Lieutenant envoie deux soldats lui couper la tête, se la fait rapporter et la montre aux prisonniers en les menaçant de couper toutes les têtes. Le lendemain, le Lieutenant envoie un sergent en reconnaissance, trois hommes et un enfant sont tués. On apporte leurs têtes. On emmène 3 moutons, 97 cabris, un bœuf. On tue un veau pour le manger. On brûle le village. Il n'a vu que quatre hommes tués. On lui a dit qu'on a tué une femme. Il ne l'a pas vu¹¹.

Dans le village de Diapé, le fils du chef était également accusé d'avoir accueilli les rebelles dans son campement. Les notables allèrent toutefois à la rencontre du lieutenant Alessandri, lui envoyant deux porte-cannes à André et lui offrant des bananes et un bœuf. L'incident paraissait clos avec une amende de 1 000 francs. Les villageois lui envoyèrent aussi une « petite femme » à Adzopé. La suite est moins reluisante :

Quelques jours après, le Lieutenant arrive à Diapé où on ne l'attend pas. Il place des tirailleurs à la porte des cases, il envoie des tirailleurs qui tirent des coups de fusil. Les sentinelles rassemblent dans une cour les femmes et les enfants et les fusillent à bout portant, ils leur coupent ensuite la tête (fait contesté plus loin). Les

10. ANCI, 1 EE 21 (3), L'Inspecteur à M. le Gouverneur de la Côte-d'Ivoire, Agboville, le 28 août 1910.

11. *Ibid.*

jeunes gens se sauvent. On tire sur eux. Quelques-uns sont blessés et vont mourir dans la forêt.

Il y a cinquante-quatre morts, vingt hommes, vingt deux femmes, 5 petits garçons, 7 petites filles.

Trois hommes ont été arrêtés et décapités. Les autres ont été tués à coups de fusil et décapités ensuite. Des enfants ont été tués sur le dos de leur mère, on a tiré sur d'autres qui se sauvaient.

Le Lieutenant ramasse 15 bœufs, 80 moutons et cabris, 12 vols sont signalés. La grosse caisse du village est prise. Le village est brûlé¹².

Un autre témoin, l'interprète Alphonse Ahua, originaire de Memmi, village ébrié, confirme partiellement les faits :

À son arrivée à Diapé, il [l'interprète] se tenait auprès du Lieutenant vers le milieu de la colonne. Le Lieutenant dit aux tirailleurs de tirer tant qu'ils voudraient. Sans avoir parlé aux habitants, les tirailleurs tirèrent des coups de fusil. En arrivant au village, il vit d'abord trois hommes tués. On continua de tirer, il vit une trentaine de morts, 27 hommes, deux femmes dont une portait une petite fille qui fut tuée aussi. Il n'a pas vu les blessés. Le tir continua jusqu'à ce que tout le monde se soit sauvé. On brûla ensuite le village.

Toutes les femmes et tous les enfants qui avaient été arrêtés ont été relâchés et on n'a pas tiré sur eux. Il a vu quatre têtes coupées de gens tués à coups de fusil qu'on a montré au Lieutenant. Il a entendu tirer derrière le village tout près, mais il n'est pas allé de ce côté. Il a vu emporter la grosse caisse. On a emmené 8 vaches et de 20 à 40 moutons ou cabris¹³.

Dernier village de la tournée, Akoudzen fit également l'objet des attentions du lieutenant Alessandri, toujours à la recherche des fuyitifs d'Ekoupé. Après ses premières menaces, le lieutenant se rendit faire « la guerre à Diapé » et revint avec ses tirailleurs tuer et décapiter un homme, brûler le village et emmener moutons, canards, argent et effets. C'est ainsi que prit fin sa tournée sanglante, qui avait duré cinq jours.

Le rapport de l'inspecteur de la Bretesche cite également une lettre du lieutenant Alessandri au chef de poste d'Adzopé, datée du 20 juin 1910, où il déclarait

qu'il a détruit cinq campements sur le bord du Mafou et qu'il a coupé deux têtes ; qu'il s'est rendu à Andé où il a tué deux hommes et en a blessé un 3^e ; qu'il a brûlé Akoudzen où un homme qui venait pour prendre des moutons a été tué ; qu'il a surpris le village de Diapé et lui a tué 33 hommes¹⁴.

Le bilan dressé par le lieutenant Alessandri en personne, 38 morts au total¹⁵, était donc moins lourd que celui qui ressortait des témoignages des

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

15. « 27 je crois » avait été le chiffre premièrement indiqué par Angoulvant sur la base de la dénonciation du colon Donat Lamblin (ANCI, 2 DD 238 [Angoulvant] à M. le Commandant Militaire [Lagarrue] à Dimbokro, le 8 août 1910).

villageois (54 tués à Diapé, plus 12 dans les autres villages) et ne faisait pas état des meurtres de femmes et d'enfants. Malgré ces différences, le cadre général demeurait celui d'une expédition punitive menée sans avoir subi aucune agression.

Répondant à une question précise posée par Angoulvant, l'inspecteur de la Bretesche attestait aussi qu'aucune responsabilité ne pouvait être attribuée aux autorités civiles, qui s'étaient limitées à demander au lieutenant Alessandri d'infliger des amendes, d'arrêter quelques chefs et notables et de détruire deux campements. En revanche, l'autorité militaire, en la personne du commandant Maritz, avait donné l'ordre au lieutenant Alessandri d'agir « avec la dernière rigueur contre les indigènes récalcitrants », ce qui avait été interprété avec le plus grand zèle. Le rapport de l'inspecteur de la Bretesche se terminait par la reconnaissance explicite que le châtement infligé aux villages attié avait « dépassé la mesure » et qu'il y aurait lieu d'« accorder des réparations aux indigènes ».

Minimiser les faits

En dehors de sa conclusion prudemment critique, dans aucun de ses documents, l'inspecteur de la Bretesche ne s'autorise le moindre commentaire, non seulement sur les faits relatés, mais aussi sur les conditions de l'enquête, la fiabilité des témoins, etc. On pourrait donc essayer de le faire brièvement à sa place. Tout d'abord, les témoignages des villageois, souvent précisément identifiés par leur nom, sont détaillés et concordants ; des listes nominatives des victimes, distinguant hommes, femmes, garçons et petites-filles sont aussi dressées, de même que les listes des biens confisqués. Il est donc fort improbable que les villageois aient pu inventer ou exagérer des accusations semblables, se sachant facilement visés par des représailles toujours possibles. Cela vaut encore davantage pour les interprètes, certainement plus liés au pouvoir colonial qu'aux villages attié dont ils n'étaient pas forcément issus. Ces témoignages concordants révèlent une attitude d'extrême violence de la part des troupes coloniales, guidées par un officier français et non pas laissées à elles-mêmes, comme plus tard les rapports essaieront de le dire pour Makoundié (voir *infra*). De plus, le massacre d'hommes, femmes et enfants semble avoir été programmé, notamment à Diapé, où les tirailleurs étaient revenus quelques jours après la première visite, sans prévenir, et avaient ouvert le feu sans sommation et sans qu'aucune menace ne pèse sur eux. La violence déjà peu ordinaire de la fusillade contre des civils désarmés, était, en outre, doublée par la cruauté des têtes coupées à des gens blessés ou déjà morts ; des têtes qui étaient ensuite transportées, exhibées, pour être finalement jetées ou abandonnées.

Dès que cet épisode fut connu, l'attitude du gouverneur Angoulvant avait été orientée, comme elle le sera ensuite pour Makoundié, par la volonté de

dessaisir l'administration civile de toute responsabilité, du moins directe¹⁶, l'adossant entièrement aux méthodes expéditives des militaires qui, de plus, lui cachaient le déroulement des faits. Angoulvant exprimait aussi sa préoccupation au sujet de la diffusion de la nouvelle concernant cet incident et en appelait à une enquête administrative. Les soucis d'ordre politique et le contentieux ouvert avec les militaires prenaient donc le dessus sur la gravité des faits : massacres d'hommes, de femmes et d'enfants. En particulier, Angoulvant soulignait « les inconvénients de la latitude donnée au Commandant militaire de correspondre directement avec les fonctionnaires des régions soulevées », sans qu'il ne soit lui-même tenu au courant des « résolutions projetées » ; il demandait donc au gouverneur général Ponty un « contrôle étroit sur les agissements de l'autorité militaire »¹⁷.

Une deuxième enquête sur cet épisode avait été demandée par le gouverneur général Ponty au général Caudrelier, commandant supérieur des troupes, mais seulement le 15 septembre 1910, donc après les résultats de l'enquête diligentée par de La Bretesche et surtout après que l'opinion publique métropolitaine en ait été informée par *Le Siècle*¹⁸. Finalement, la version arrêtée de cet épisode sera moins grave que la première dénonciation faite par le colon d'Anyama et confirmée par l'inspecteur de la Bretesche. En effet, la relation que le général Caudrelier adressa au gouverneur général Ponty et que celui-ci renvoya au ministre des Colonies, présentait les faits sous une lumière justifiant en substance les excès commis. Dans sa synthèse au ministre, Ponty écrivait :

Il est indiscutable que la répression a été d'une sévérité excessive et qu'elle a dépassé ce qui était demandé par l'Administrateur civil du poste d'Adzopé. Mais, il faut remarquer qu'à l'époque où se sont passés ces faits, la région se trouvait placée sous l'autorité politique aussi bien que militaire du Directeur des Opérations¹⁹.

La responsabilité entière retombait donc sur le commandant militaire de la Côte-d'Ivoire, le lieutenant-colonel Lagarrue, ainsi que sur le commandant du secteur, Maritz. Toutefois, continuait Ponty dans le souci d'atténuer également les responsabilités des militaires,

pour triompher de la mauvaise volonté d'indigènes récalcitrants et rendre effectives les soumissions qui traînaient en longueur le Commandant Maritz a prescrit, dans l'exercice de ses pouvoirs, au Lieutenant Alessandri chargé de diriger une reconnaissance, de se montrer sévère. Le lieutenant ayant vu fuir, sans pouvoir rien en obtenir,

16. « Si le Chef de Poste n'est pour rien dans les excès qui ont pu être commis, il a du moins fourni des renseignements sur l'abri que donnaient lesdits villages aux rebelles » (ANCI, 2 DD 238, [Angoulvant] à M. Le Gouverneur Général de l'AOF, à Dakar, A.S. d'incidents en Pays Attiés, le 18 juillet 1910).

17. *Ibid.*

18. AOF, 1 D 187 [ANOM, Mi 14 Miom 288], Le Gouverneur Général de l'AOF à M. le Général Commandant Supérieur des Troupes, Dakar, le 15 septembre 1910.

19. ANCI, 2 DD 239, Gouverneur Général de l'AOF [Ponty] à M. le Ministre des Colonies à Paris, Dakar, le 28 novembre 1910.

les indigènes du village de Diapé auquel il voulait notifier ses conditions a considéré dès lors ces gens comme des rebelles. Il a marché *quelques jours plus tard* [nos italiques] sur ce village et a ouvert *immédiatement* [nos italiques] le feu sur ses habitants. Deux femmes ont été atteintes par balles. Ces faits fort regrettables se présentent donc comme la conséquence d'une dureté trop grande dans la répression, mais il n'y a pas eu massacre et il ne semble pas qu'il y ait lieu de poursuivre ou de punir les Officiers mêlés à cette affaire²⁰.

L'opération de mystification mise en acte par le gouverneur général Ponty apparaît clairement, du moins à la lumière de l'enquête menée par de la Bretesche : les femmes « atteintes par balle », sans plus de précision, n'étant que deux, il n'y avait pas lieu de parler de massacre ; ni les hommes tués pour ainsi dire « régulièrement », ni les circonstances aggravantes de l'absence totale d'agressivité de la part des victimes qui avaient tout au plus essayé de fuir, ne comptaient dans le bilan final. Quant aux têtes coupées aux victimes, elles disparaissaient purement et simplement. Il est à remarquer, en effet, qu'à chaque passage hiérarchique — de l'enquête de terrain jusqu'au rapport au ministre — le récit des faits est expurgé, au point de les rendre insignifiants.

Un nouveau massacre : Makoundié

En même temps que la répression s'abattait sur les Attié, leurs voisins abbey n'en étaient pas épargnés. L'épisode le plus grave qui eut lieu à Makoundié²¹ est également connu à partir d'un nouveau rapport de l'inspecteur de la Bretesche²² — qui se trouvait déjà près des lieux pour procéder à l'enquête relative « aux affaires des Attiés »²³ — et à partir des rappels et commentaires qui en seront faits par les acteurs impliqués dans la vive controverse qui s'en suivra²⁴.

Charles de la Bretesche interrogea comme témoins le représentant local de la CFAO, l'interprète du poste et le porte-canne (ou représentant) du village de Makoundié. Il ne put en revanche interroger ni le lieutenant de Lavigerie, ni le sergent Makan, respectivement mandant et exécuter matériel du massacre.

20. *Ibid.*

21. Le village est connu aussi sous les noms de Makounguié, Eky-Makounguié, Ery-Makounguié et autres variantes similaires.

22. ANCI, 2 DD 239, L'Inspecteur [Ch. de la Bretesche] à M. le Gouverneur de la Côte-d'Ivoire, Agboville, le 28 août 1910.

23. ANCI, 1 NN 1 (3), Le Lieutenant-Gouverneur de la Côte-d'Ivoire à M. le Gouverneur Général de l'AOF, Bingerville, le 10 août 1910.

24. ANCI, 1 NN 1 (3), Câblogramme n. 551, Bingerville, le 30 août 1910, [Angoulvant] à Gouverneur-Général, Dakar. ANCI, 2 DD 239, Angoulvant à M. le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, à Dakar, 1^{er} septembre 1910 (A.s. de cruautés commises en Pays Abbey). ANCI, 1 NN 1 (3), [Angoulvant] à M. Etienne, Vice-Président de la Chambre des Députés, Bingerville, le 14 septembre 1910. ANCI, 2 DD 239, Le Gouverneur-Général de l'AOF à M. le Ministre des Colonies à Paris, Dakar, le 28 novembre 1910.

Voici les faits : une reconnaissance conduite par le lieutenant de Lavigerie s'était égarée suite à la fuite d'un guide recruté dans le village de Makoundié. Rentré au poste d'Agboville, le lieutenant, que l'on imagine furieux, avait commandé au sergent indigène Makan, du 1^{er} bataillon sénégalais, de se rendre le lendemain, 11 juin 1910, au village avec une quinzaine de tirailleurs et d'y saisir dix otages parmi le chef et les notables, en attendant que les habitants lui livrent le guide fugitif. L'ultimatum communiqué n'avait laissé qu'une demi-journée de temps (voire moins, selon d'autres sources)²⁵ pour accomplir cette tâche. L'échec des recherches menées par les villageois, qui avaient pourtant demandé un nouveau délai et avaient remis au sergent la femme du guide accompagnée de son enfant en bas âge, avait déterminé la colonne à faire retour au poste, avec ses dix otages. Sur la route entre Makoundié et Agboville, à proximité de la voie ferrée, les otages avaient été toutefois exécutés sans autre forme de procès, ligotés et décapités deux à deux par les soins du sergent Makan que l'on vit rentrer à Agboville l'uniforme couvert de sang. D'après le témoignage de l'interprète Beni :

Le sergent dit : On ne peut plus attendre, et prenant deux hommes, il les emmenait à l'écart assez loin les tuant, en leur coupant la tête avec sa matchette, puis deux, puis deux jusqu'à la fin. Quand il eut fini de tuer, il commença à leur couper les oreilles droites²⁶.

Les oreilles coupées aux otages avaient été ramenées au poste comme preuve de l'exécution advenue, enveloppées dans une feuille de bananier. Après avoir été montrées au lieutenant de Lavigerie, les oreilles avaient été enfouies, pendant que les corps abandonnés et mutilés des otages étaient récupérés par des villageois ayant suivi discrètement la colonne. La nuit suivante, le guide finalement retrouvé dans un village voisin avait été conduit au poste par les gens de Makoundié. Au petit matin, après que sa femme et son enfant avaient été renvoyés chez eux, il avait été à son tour décapité et son corps abandonné sans sépulture²⁷.

La faute qui avait amené à la décapitation des dix otages et du guide était bien mince par rapport au châtement infligé : il ne s'agissait pas d'une agression mais seulement d'un refus de collaboration (de la part du guide) ou d'une impossibilité (de la part des otages). Ce qui était puni n'était pas un acte d'hostilité ouverte mais plutôt une soustraction ; ce n'était pas un geste inspiré par la haine, mais par un manque d'amour. Les coloniaux ne voulaient en effet pas seulement être respectés par la force ; ils voulaient, en plus, être aimés et ne comprenaient pas que l'on puisse se dérober, même passivement, à leurs étreintes.

25. ANCI, 2 DD 239, Le Gouverneur Général de l'AOF à M. le Ministre des Colonies à Paris, Dakar, le 28 novembre 1910.

26. ANCI, 2 DD 239, L'Inspecteur [Ch. de la Bretesche] à M. le Gouverneur de la Côte-d'Ivoire, Agboville, le 28 août 1910.

27. *Idem.* Voir aussi ANCI, 1 NN 1 (3), [Angoulvant] à M. Etienne, Vice-Président de la Chambre des Députés, Bingerville, le 14 septembre 1910.

La gratuité de la punition collective infligée au village de Makoundié, frappé dans les personnes de dix de ses notables, dont le chef et les deux doyens d'âge, apparaît d'autant plus grave à la lumière d'un document remontant à la veille de la révolte abbeï de janvier 1910. En effet, le 6 de ce mois, le chef de poste d'Agboville, Clerc, écrivait une lettre à M. l'administrateur des Lagunes, signalant que le matin même,

une femme envoyée de Benguié venait avertir qu'un fort groupe d'Abevé (Guessigué, Lovigué, Bessé) et des gens d'Ouengué, d'Amangbo, Coumassi, Eudon, était près de Makougué et se préparait à attaquer les gens le long de la voie ferrée et ensuite le Poste²⁸.

... ce qu'ils firent effectivement dès le lendemain, attaquant le chemin de fer à plusieurs endroits. La lettre continuait :

Peu après arrivait le porte-canne de Makounguié [le même qui, six mois plus tard, collabora à la recherche du guide fugitif] qui précisait 500 fusils près du village et une quarantaine dans un campement près du Poste²⁹.

Le village de Makoundié comptait donc aussi bien des rebelles que des mouchards, fort mal récompensés par la suite par les autorités coloniales.

Encore une fois, le massacre, survenu le 11 juin 1910, ne sera connu par le gouverneur Angoulvant que deux mois plus tard, suite à la dénonciation que M. Bohn de la CFAO en avait faite à Eugène Etienne, vice-président de la Chambre des députés et *leader* du parti colonial³⁰. Aucune communication directe à ce sujet ne semble être intervenue entre le commandant militaire, le lieutenant-colonel Lagarrue, et Angoulvant avant le 8 août, date à laquelle celui-ci chargeait d'une enquête sur place l'inspecteur de la Bretesche³¹.

Sur la base d'informations venant de la métropole, le gouverneur Angoulvant se limitait alors à demander au commandant militaire un démenti ou une sanction pour « ces procédés d'un autre âge », soulignant « l'émotion que provoquerait dans la métropole de pareils actes, s'ils étaient connus ». La responsabilité de ces « actes de cruauté » était entièrement imputée aux tirailleurs agissant hors de la présence des officiers. D'ailleurs, Angoulvant admettait que

des excès individuels pourront encore être commis, car on ne saurait demander à des gens primitifs et qui se battent, de se conduire comme des « sages », mais recommandait en même temps « de ne jamais envoyer une reconnaissance qui n'ait à sa tête un officier »³².

28. ANCI, 1 EE 18 (4/1), Le Chef de Poste à M. l'Administrateur du Cercle des Lagunes, Agboville, le 6 janvier 1910. Voir aussi ANGOULVANT (1916 : 281).

29. *Ibid.*

30. ANCI, 1 NN 1 (3), Le Lieutenant Gouverneur de la Côte-d'Ivoire, à M. le Gouverneur Général de l'AOF, Bingerville, le 10 août 1910.

31. ANCI, 1 NN 1 (3), [Angoulvant] à M. de la Bretesche, Inspecteur des Affaires Administratives, Bingerville, le 8 août 1910.

32. ANCI, 2 DD 238, [Angoulvant] à M. le Commandant militaire [Lagarrue] à Dimbokro, le 8 août 1910.

Avant même que l'enquête n'ait lieu, les responsabilités semblaient donc déjà établies et les responsables justifiés par leur état « primitif ».

Au-delà des justifications officielles, ce qu'il faut retenir de cet épisode, tout comme de celui de Diapé, c'est surtout que la répression eut lieu « à froid », sans qu'aucune action violente ou menace réelle ne soit mise en acte par la population, frappée de manière indiscriminée. L'esprit de vengeance eut donc nettement le dessus sur toute considération et opportunité d'ordre strictement militaire ou politique. Pire, dans un cas ce sont des femmes et des enfants qui furent frappés, dans l'autre des vieillards incapables non seulement de nuire mais aussi de se défendre.

Ces affaires sont fort emblématiques non seulement de l'état général des relations entre colonisateurs et populations locales à la veille de la « pacification » définitive de la Côte-d'Ivoire, mais aussi des rapports tendus qui existaient au sein même de la colonisation, entre le « commerce », l'administration civile (centrale et locale) et les militaires (européens et africains), sans compter l'opinion publique métropolitaine, parfois invoquée comme observateur sensible de ce qui se passait dans les colonies. De plus, ces incidents mettaient en lumière la complexité des relations entre des populations « indigènes » différemment situées vis-à-vis du dispositif colonial et le principal support matériel de celui-ci, à savoir les tirailleurs « sénégalais ». L'ensemble de ces acteurs ne peut pas être réduit au seul clivage manichéen entre colonisateurs et colonisés et encore moins à celui entre Africains et Européens. D'ailleurs, dans cette même année 1910, un contentieux très dur opposa le gouverneur civil Gabriel Angoulvant et le commandant militaire, le lieutenant-colonel Lagarrue. L'incompréhension réciproque et l'incompatibilité de caractère finirent par dégénérer en une querelle de chefs susceptible d'occulter la gravité de ces massacres (voir *infra*).

La révolte des Abbey et les « atrocités »

Pour justifier ces faits ou en atténuer la gravité, les autorités coloniales les reliaient aux troubles de cette année 1910 particulièrement mouvementée³³. Les massacres de Diapé et de Makoundié faisaient en effet suite à la révolte des Abbey, qui s'étaient insurgés en janvier 1910 et avaient été « réduits » à la fin du mois de mars par l'intervention des troupes du commandant Noguès³⁴. Avec une coordination parfaite, le 7 janvier, les rebelles avaient

33. La première moitié de l'année avait été marquée par l'« action vive » des colonnes. Celle des Akoué venait tout juste de terminer lorsque les troupes du commandant Noguès, qui devaient procéder contre les N'gban, furent détournées vers la région des Abbey ; pendant les opérations contre ces derniers, plusieurs groupes baoulé (Agba, Ngban, Ouellé, Yaouré, Ayaou, Kodé) s'insurgèrent à leur tour (ANGOULVANT 1916 : 268-289).

34. AOF, 1 D 184 [ANOM, Mi 14 Miom 287], Rapport du chef de Bataillon Noguès du I Tirailleurs Sénégalais, Commandant la colonne de répression de l'insurrection des Abbeys et Tribus voisines, 9 janvier-4 avril 1910.

attaqué le chemin de fer à plusieurs endroits, tuant les voyageurs d'un convoi, dont un Européen, Rubino, employé de la CFAO, qui eut la tête et les mains coupées (Viti 2016). Durant les semaines qui suivirent, les insurgés avaient non seulement endommagé la voie ferrée sur plusieurs dizaines de kilomètres, mais ils s'en étaient pris également aux colporteurs dyoula³⁵, aux travailleurs du rail et aux coupeurs d'acajou, faisant de nombreuses victimes³⁶.

Le bilan final de la révolte, dressé par les autorités coloniales, faisait état, pour les Abbey et les Attié confondus, de 574 rebelles tués et 60 blessés « constatés », ce qui laisse supposer un nombre plus important de victimes. En face, les troupes coloniales avaient subi des pertes bien moindres : 21 indigènes tués, dont 13 tirailleurs, 5 Européens blessés, dont 4 officiers, et 66 tirailleurs blessés³⁷.

Un bilan à part concernait les victimes faites par les insurgés aux dépens des populations civiles. La question des colporteurs assassinés est d'ailleurs capitale pour comprendre l'explication qui sera donnée aux excès des tirailleurs, exaspérés par les massacres que les insurgés faisaient subir à leurs « frères ». À ce sujet, le chiffre de 500 colporteurs tués — plus ou moins l'équivalent des pertes subies par les insurgés — sera avancé par le gouverneur Angoulvant, sans que son fondement ne soit précisément établi³⁸. Dans son rapport annuel de 1910, lu devant le conseil de l'AOF, le gouverneur général de l'AOF W. Ponty faisait état de « plus de 300 Sénégalais [...] dyoula et travailleurs » égorgés et mutilés « avec une féroce inouïe » (BCAF 1910b : 214). Ce rapport reprenait d'ailleurs les termes d'un télégramme du même Angoulvant qui, à chaud, écrivait :

Les sauvages ABBEYS³⁹ ont assassiné dans des conditions [de] férocité inouïes tous les indigènes d'origines Sénégalaise dioulas appoloniens et Agnis. Nos troupes ont trouvé ainsi 330 cadavres⁴⁰.

35. Ce terme était utilisé, et l'est encore aujourd'hui en Basse Côte-d'Ivoire, comme ethnonyme, mieux hétéronyme, générique désignant les populations originaires des savanes du Nord.

36. La révolte des Abbey sort des limites posées à ce texte. Pour un aperçu, voir BCAF (1910a, b), RCD (1910 : 296), ANGOUVANT (1916 : 279-289), SIMON (1965 : 123-124), WEISKEL (1980 : 197-199), LOUCOU (2007 : 90-92).

37. ANCI, 1 NN 1 (3), Troupes du groupe de l'AOF, le Lieutenant-Colonel Lagarrue, Commandant Militaire de la Côte-d'Ivoire, à M. le Lieutenant-Gouverneur de la Colonie, Bingerville, Dimbokro, le 31 août 1910, Objet : Renseignements sur les tués et blessés.

38. ANCI, 2 DD 238, [Angoulvant] à M. le Ministre, [Bingerville], le 15 août 1910 [minute de lettre].

39. Plus tard, le même ANGOUVANT (1916 : 281) définira les Abbey « sauvages, farouches, au dernier échelon de l'humanité », se livrant « à la vie primitive et nomade du chasseur ».

40. AOF, 1 D 189 [ANOM, Mi 14 Miom 289], Copie de Télégramme officiel, Bingerville, le 23.1.10, Lieutenant-Gouverneur à Gouverneur Général, Dakar. Voir aussi ANOM, Côte-d'Ivoire, VII, 8c, Rapport sur la Côte-d'Ivoire. I^{re} Partie [Ponty], le 4 mars 1910.

Finalement, Angoulvant (1916 : 149) reprendra le chiffre de « 500 indigènes étrangers » massacrés par les Abbey dans son ouvrage de synthèse.

Si l'on dresse un bilan complet de la révolte des Abbey, on obtient donc le chiffre total d'environ mille tués, insurgés, civils, tirailleurs, tous Africains, dans une petite région et en trois mois seulement. Ce bilan montre de manière dramatique, mais pas exceptionnelle, que la conquête coloniale a été pour l'essentiel une guerre interafricaine, ce en quoi consiste le principal succès de la colonisation, qui a su se servir de troupes indigènes réduisant au minimum les forces, et les pertes, « européennes ».

À ce bilan déjà dramatique, il faut ajouter la décapitation des victimes. Ce genre d'« atrocités » a été fréquent dans l'histoire de la conquête coloniale de la Côte-d'Ivoire. Il s'agissait d'actes d'acharnement, surtout des mutilations infligées aux cadavres. De part et d'autre, insurgés et tirailleurs se sont laissés aller à ces cruautés, imitant réciproquement les pratiques de l'adversaire, dans une circularité qui devenait vite une surenchère (Viti 2012).

Dans les cas qui retiennent ici notre attention, la décapitation par les tirailleurs des prisonniers de Makoundié ou des tués des villages attié a été systématique et certainement pas laissée au hasard, d'autant plus que les officiers français non seulement ne s'y opposaient pas, mais étaient très souvent les destinataires de ces trophées humains.

En juin 1910, donc après la soumission des rebelles, ces gestes violents, non strictement nécessaires, voire démesurés et apparemment gratuits, appliqués aux civils en dehors de tout conflit, visaient à provoquer un surplus de souffrance aux victimes ou d'offense à leurs cadavres. Quelle utilité pratique pouvait avoir ce supplément de violence allant au-delà de la mort ? L'utilité ne peut se résoudre à l'objectif apparemment maximal et définitif de l'élimination physique de l'ennemi (au demeurant constitué d'une population désarmée) ; il peut y avoir aussi un objectif ultérieur à atteindre. L'acharnement sur la victime visait en effet à ajouter de la souffrance morale pour les vivants au châtement physique infligé aux morts. Le but recherché était une deuxième mort, provoquée par la profanation des cadavres et ressentie comme une humiliation par les proches des victimes.

Ces décapitations ne suivaient même pas la bataille, comme cela avait été le cas contre les Baoulé-Agba en 1902 et les Ayaous en 1909 (*ibid.*) ; elles s'expliquent moins par l'entrain spontané que par une violence débridée mais autorisée, accompagnée du désir de profanation et de suprématie. D'ailleurs, dans le vif de la bataille, il serait trop long et dangereux de s'attarder à la mutilation de l'ennemi vaincu. Il faut penser aussi à la difficulté matérielle du geste de trancher sur-le-champ les têtes des vivants, des blessés ou des morts, à l'aide d'une machette, d'un sabre ou d'une baïonnette. Ce geste demandait une force et une brutalité peu communes et il impliquait un rapprochement, un corps-à-corps entre le bourreau et sa victime (Larson 2014). La décapitation faisait donc suite à la victoire déjà obtenue sur le terrain et la transformait en un triomphe complet.

Ces actes montraient une rationalité dans l'excès. Leur fréquence n'était pas un signe de banalisation ni de perte de contrôle ; il s'agissait bien d'excès ressentis comme tels, d'un surplus dans une économie de la guerre qui est toujours une économie de la vie et de la mort, infligée et reçue. Le traitement du corps sans vie de l'ennemi mettait en jeu les passions guerrières, à l'humiliation du vaincu correspondant la satisfaction du vainqueur, ces tirailleurs dont l'esprit de vengeance était soigneusement entretenu par les officiers français. Cette satisfaction accessoire⁴¹ montrait aussi que les « raisons des soldats » pouvaient ne pas coïncider exactement avec les « raisons de la guerre » (Drévilion 2013 : 80-81).

Dans cette logique de frapper l'adversaire au plan matériel tout autant qu'au plan symbolique, la tête coupée prend un sens tout à fait spécial de par sa valeur universellement métonymique et métaphorique : la tête n'est pas seulement la partie la plus importante du corps, elle est la personne ; inversement, un cadavre sans tête n'est pas reconnaissable, se trouve privé de son identité et par là déshumanisé. La tête décollée est le symbole le plus puissant de l'appropriation et ensemble de l'annihilation définitive et radicale de la victime. Au trophée le plus précieux, emporté par les vainqueurs, correspondait, de l'autre côté, un manque, un vide, le corps mutilé et dépersonnalisé, les restes, laissés aux proches. Prélever des têtes (ou des oreilles) à exhiber comme des trophées peut être également une manière brutale de décompter les pertes infligées à l'ennemi ou d'apporter une preuve de sa disparition, mais la force symbolique de cette réduction du corps à un objet reste dominante.

Les épisodes dont les récits nous frappent aujourd'hui par leur cruauté devaient frapper aussi les esprits des protagonistes, si l'on croit à leur efficacité, pratique et symbolique. Le corps meurtri et supplicié parle aux ennemis que l'on cherche à humilier ou à décourager, mais il parle aussi de ceux qui le supplicient, de leurs conceptions de la vie et de la mort, et de celles qu'ils prêtent au camp adverse.

Qui étaient donc ces Tirailleurs sénégalais, responsables de tant d'exactions commises en Basse Côte-d'Ivoire ? En l'absence de données précises sur la composition des « troupes indigènes », on peut supposer qu'il s'agissait d'hommes pouvant provenir indifféremment d'une vaste région comprenant le Sénégal, le Soudan, la Guinée et le nord de la Côte-d'Ivoire, sans oublier la préférence affichée de la part de l'état-major français pour les Bambara, ethnonyme par ailleurs générique et aux usages très extensifs (Bazin 1985). Le nom du Sergent Makan, le seul connu, est du reste très répandu dans l'ensemble de cette macro-région⁴². Globalement, il pouvait

41. On pourrait songer ici à la « prime de plaisir » dont parlait M. FOUCAULT (1994 : 366-368) au sujet de certaines violences policières des années 1970, apparemment gratuites, mais qui faisaient en quelque sorte « partie du salaire » des agents.

42. Le registre des pensions des troupes indigènes recense, à lui tout seul, cent tirailleurs dénommés Makan, dont vingt-quatre avaient atteint le grade de sergent

s'agir d'éléments différemment recrutés, aussi bien de manière volontaire que prélevés parmi les anciens captifs rachetés et engagés, ou parmi les prisonniers de guerre des campagnes précédentes (Echenberg 2009 : 31-43). On pourrait également leur prêter une proximité familiale, ethnique ou régionale avec les (anciens) captifs, très nombreux dans les régions akan de la Côte-d'Ivoire méridionale, sans oublier que les tirailleurs eux-mêmes pouvaient avoir participé à la distribution de captifs — notamment des femmes — au titre de butin de guerre, argument parfois décisif pour le recrutement des « mercenaires » (*ibid* : 36)⁴³. Puisqu'en 1910 la présence des troupes coloniales en Côte-d'Ivoire datait d'environ deux décennies, il est fort probable que, parmi les victimes des rebelles, se trouvaient aussi bien des anciens tirailleurs démobilisés⁴⁴ que des épouses et des enfants de tirailleurs en service, qui avaient le droit d'être accompagnés de leur famille jusque dans les zones d'opérations (*ibid* : 54). À cette population civile et désarmée, il faut ajouter les nombreux porteurs d'origines disparates, également proies faciles des insurgés et, dans ce cas spécifique, les travailleurs du *railway*, armés par les autorités coloniales suite à la révolte de janvier, ce qui les transformait en objectifs « légitimes ».

Frappant durement cette population civile étrangère en vue de contrer le dispositif d'oppression colonial, les insurgés ne se trompaient pas vraiment de cible. De leur côté, les tirailleurs pouvaient considérer ces violences adressées à leurs proches comme étant finalement dirigées contre eux-mêmes, ce qui transformait la conquête coloniale en grande partie en une guerre interafricaine, où tous les coups étaient permis, voire en une guerre civile alimentée par un cycle meurtrier de violences, vengeance et représailles.

Ce qui est certain, en effet, c'est que les Tirailleurs sénégalais ont joué un rôle fondamental dans la conquête coloniale de l'Afrique aux différentes époques, ainsi que dans le maintien de l'ordre en tant que forces d'occupation et de contre-insurrection. Ce rôle justifie largement l'image négative de ces soldats en Afrique occidentale et ailleurs dans l'Empire (Maroc, Algérie, Madagascar, Indochine, etc.). Toutefois, ces aspects négatifs se trouvent souvent occultés, voire renversés, non seulement par une forme de romantisme colonial et par le patriotisme métropolitain lié aux mobilisations dans les deux guerres mondiales, mais aussi par l'adhésion africaine aux valeurs

à la fin de leur service. Ils étaient originaires de l'AOF, du Soudan, du Haut-Sénégal-Niger, du Sénégal, de la Haute-Volta, de la Guinée. Seize de ces vingt-quatre sergents étaient âgés d'au moins 25 ans en 1910 (voir Ministère de la Guerre, Pensions de Troupes Coloniales et des Troupes Indigènes. 1850-1950, sous-série GR 13 YF. Répertoire alphabétique, Service Historique de la Défense, Vincennes, 2015).

43. Sur ces pratiques, très répandues en AOF, voir aussi LOVEJOY & KANYA-FORSTNER (1994 : 7-8), KLEIN (1993 : 178-180, 1998 : 81-83).

44. Parmi ceux-ci se trouvait, par exemple, Ali Seck, assassiné en 1909 par les parents de son épouse baoulé, qu'il avait lui-même poignardée à mort dans le village d'Ouossou (VITI 2012 : 259).

républicaines menacées et par la conscience que cette adhésion n'a pas été pleinement reconnue, comme l'atteste dramatiquement le massacre du camp de Thiaroye en 1944.

Les réactions coloniales

Survenus au mois de juin 1910, donc après la soumission des Abbey, ces massacres apparaissaient désormais comme gratuits, aucune menace réelle n'étant adressée contre les troupes coloniales. Toutefois, la situation des mois précédents était rappelée par le lieutenant gouverneur Angoulvant afin de ne pas trop accabler de responsabilités les militaires. Par exemple, tout en réclamant contre le lieutenant de Lavigerie, responsable du massacre de Makoundié, « une sanction des plus sévères », Angoulvant fournissait lui-même un argument en sa défense écrivant, le 1^{er} septembre 1910, au gouverneur général de l'AOF, William Ponty :

Les populations qui ont été victimes sont peu intéressantes [*sic*]. Elles appartiennent aux groupements de Makounguié et de Yapo qui ont le plus participé à la destruction de la voie ferrée et aux massacres des dioulas. C'est par eux que furent blessés le Capitaine Ballabey et le Lieutenant Boudet. Elles pouvaient donc passer, à bon droit, pour suspectes au moment où se déroulaient les événements dans lesquels le Lieutenant Lavigerie joue le principal rôle. Et ceci atténue dans une certaine mesure sa responsabilité⁴⁵.

Deux semaines plus tard, les mêmes arguments étaient employés par Angoulvant dans une lettre adressée à M. Etienne, vice-président de la Chambre des députés, où il évoquait à nouveau les assassinats des colporteurs pendant la révolte de janvier, et considérait que

« la conduite de l'Officier en cause est inqualifiable, encore que dans le rapport que j'ai adressé à M. PONTY [*cité ci-dessus*], je lui ai trouvé quelques circonstances atténuantes ». Et il ajoutait : « J'ai demandé à M. Ponty d'intervenir pour qu'une punition disciplinaire soit infligée [...]. Il ne me convient d'ailleurs pas de me transformer en accusateur »⁴⁶.

La suite de la missive était un plaidoyer en sa défense (« Je me trouve tout à fait à l'écart de ces incidents » ; « ma responsabilité ne saurait être mise en jeu »), le général commandant supérieur l'ayant dessaisi de toute autorité sur les militaires et leurs agissements⁴⁷. En vue d'atténuer la responsabilité des militaires et les siennes, Angoulvant faisait donc référence à la

45. ANCI, 2 DD 239, Angoulvant à M. le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, à Dakar, 1^{er} septembre 1910 (A.s. de cruautés commises en Pays Abbey).

46. ANCI, 1 NN 1 (3), [Angoulvant] à M. Etienne, Vice-Président de la Chambre des Députés, Bingerville, le 14 septembre 1910.

47. *Ibid.*

révolte des Abbey des mois précédents, mais il passait sous silence le fait qu'aucun acte violent n'avait été porté par le village de Makoundié au moment des représailles des tirailleurs. D'ailleurs, comme le reconnaîtra le gouverneur général W. Ponty dans son rapport conclusif au ministre des Colonies, « rien dans la situation politique ne justifiait une telle mesure d'exception ». Cependant, à la conclusion de l'affaire, le lieutenant de Lavigerie — dont la position était considérée plus grave que celle de son collègue Alessandri qui avait suivi les instructions reçues — n'écopa que d'une peine très clémente : trente jours d'arrêts⁴⁸.

Après l'établissement des faits par l'inspecteur de la Bretesche, toute l'action d'Angoulvant se trouva toutefois concentrée dans la prise de distance par rapport au commandement militaire et dans la négation de toute responsabilité des administrateurs civils, dessaisis de tout pouvoir. Le seul responsable du massacre de Makoundié était le lieutenant de Lavigerie qui, d'ailleurs, n'avait produit aucun document sur les faits qui lui étaient reprochés. La conclusion d'Angoulvant était imparable : « Ce qui démontre que l'autorité civile ne peut être mise en cause c'est que l'on ne lui a pas rendu compte de cet incident. » En outre, écrivait encore Angoulvant, « il faudrait s'entendre une fois pour toutes sur le rôle et les responsabilités de l'autorité civile »⁴⁹. L'autodéfense d'Angoulvant se couvrait ainsi d'un voile d'hypocrisie, fondée sur la bureaucratie coloniale.

À partir de ce moment, toute l'affaire allait désormais tourner autour de questions réglementaires, à savoir que la Direction des opérations militaires devait « assumer [...] la responsabilité de tous les incidents survenus en cours d'opérations ». Selon les instructions du général Caudrelier, citées de manière polémique par Angoulvant,

les Lieutenants Gouverneurs n'ont aucune autorité hiérarchique sur les Officiers ; [...] ceux-ci dépendent uniquement du Commandant Supérieur sans autre intermédiaire que leurs Chefs militaires. Bref, continuait Angoulvant, « l'autorité militaire doit, pour rester logique avec la thèse qu'elle a toujours soutenue, ne pas essayer de partager les responsabilités encourues, avec une administration civile qu'elle n'admet pas au partage de ses prérogatives et de ses attributions »⁵⁰.

Finalement, Angoulvant, quelque peu débordé par ces événements et accusé par les milieux du commerce d'avoir causé des troubles excessifs

48. ANCI, 2 DD 239, Le Gouverneur Général de l'AOF à M. le Ministre des Colonies à Paris, Dakar, le 28 novembre 1910. Dans sa réponse à cette lettre, le ministre des Colonies se dessaisit entièrement de l'affaire, la renvoyant au gouverneur général W. Ponty (ANOM, Côte-d'Ivoire, VII, 8a, Le Ministre des Colonies à M. le Gouverneur Général de l'AOF à Dakar, Paris, le 2 février 1911).

49. ANCI, 2 DD 239, Le Lieutenant-Gouverneur de la Côte-d'Ivoire à M. le Gouverneur-Général de l'AOF à Dakar, le 30 septembre 1910.

50. *Ibid.*

avec sa politique de la « manière forte »⁵¹, cherchait à dessaisir son administration civile de toute responsabilité directe dans des épisodes qu'il essayait tout de même de minimiser, sans trop accabler non plus la hiérarchie militaire. S'adressant au ministre des Colonies, Angoulvant avait tout de même soin de prendre ses distances par rapport aux agissements des tirailleurs : « Si des abus ont été commis, du 1^{er} février au 4 août [...] je ne saurais en être rendu responsable » de même que le gouverneur général Ponty. Il condamnait à nouveau les abus commis par « des détachements placés à tort sous le commandement de gradés indigènes », mais il rappelait aussi les difficultés toujours rencontrées avec les populations de la forêt, qui « ne peuvent être réduites que par la force »⁵².

Des arguments tout à fait semblables avaient été déployés dans une lettre du même mois d'août adressée au gouverneur général Ponty, à Dakar :

Les pertes subies par l'ennemi — écrivait Angoulvant — sont peu importantes : d'ailleurs les rebelles Agbas, Abbeys et Ngbans avaient commis des crimes nombreux contre les indigènes étrangers⁵³.

Angoulvant reprenait ensuite les mêmes arguments visant à le décharger de toute responsabilité et priait Ponty de le soutenir auprès du ministre des Colonies. Le lieutenant-colonel Lagarrue, de son côté, appelé à rendre compte des agissements des soldats et officiers placés sous ses ordres, opposait une fin de non recevoir aux demandes d'explications du gouverneur Angoulvant. Il déclarait voir, dans les « dénonciations des actes de "cruauté" qu'auraient commis des tirailleurs », l'œuvre d'un calomniateur « trop volontairement oublieux des atrocités commises sur la voie ferrée par les rebelles posés aujourd'hui en pitoyables victimes ». Plus qu'à un démenti, sa déclaration ressemblait fort à une revendication et, d'ailleurs, l'argument des atrocités commises par les rebelles était le même utilisé par Angoulvant auprès du gouverneur général Ponty et du vice-président de la Chambre des députés. La lettre de Lagarrue se terminait en outre sur le refus d'obtempérer à la proposition d'Angoulvant de ne laisser agir les troupes indigènes que sous le commandement d'un officier européen⁵⁴, ce qui deviendra, règlements à la main, un sujet de dispute entre les deux hommes.

Finalement, même si leurs conclusions divergeaient, Angoulvant et Lagarrue faisaient également porter la responsabilité des excès commis — plus ou moins généreusement excusés — aux tirailleurs, combattants

51. ANCI, 2 DD 238, Dossier relatif à un incident survenu entre M. le Gouverneur Angoulvant et la Direction de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (CFAO), 1910, Bohn à M. Etienne, Marseille, le 13 juillet 1910.

52. ANCI, 2 DD 238, [Angoulvant] à M. le Ministre, 15 août 1910 [Bingerville] [minute de lettre].

53. ANCI, 2 DD 238, Angoulvant à Ponty, août 1910 [minute de lettre].

54. ANCI, 2 DD 239, Le Lieutenant-Colonel Lagarrue, Commandant Militaire de la Côte-d'Ivoire, à M. le Lieutenant-Gouverneur de la Colonie [Angoulvant], Bingerville, Dimbokro, le 17 août 1910.

courageux mais dont l'élan après la bataille était toujours difficile à contenir. Angoulvant critiquait en particulier le non-respect des « lois de la guerre » par les tirailleurs et les miliciens, trop enclins à se laisser emporter « après l'action », tuant hommes, femmes et même enfants sans défense, d'où la nécessité de la présence d'officiers « après la bataille, pour réfréner les instincts des vainqueurs et faire respecter les droits que notre nation a toujours reconnus aux vaincus ». En effet, si Angoulvant louait l'héroïsme au combat des tirailleurs, il les jugeait aussi peu aptes pour la suite, la phase de la « pacification », à cause de « leurs mœurs originelles, leurs traditions ancestrales, leur atavisme »⁵⁵.

Pour sa part, Lagarrue, faisant référence aux plaintes d'administrateurs et d'indigènes contre la conduite des tirailleurs et des porteurs dans les villages occupés, appelait les commandants de colonnes et détachements au « respect le plus absolu des biens et personnes et des habitants soumis », soulignant surtout « la nécessité d'obtenir des plus frustes de nos tirailleurs et plus proches de la nature [effacé par Lagarrue], le souci constant d'humanité »⁵⁶.

Angoulvant eut toutefois à se plaindre auprès du gouverneur général Ponty à propos du fait que le lieutenant-colonel Lagarrue ne crut même pas nécessaire de devoir prescrire une enquête militaire sur l'affaire de Makoundié et appela « une punition sévère » envers cet officier qui préférait menacer de démissionner plutôt que collaborer avec l'autorité civile⁵⁷. Le conflit entre Angoulvant et Lagarrue devenait alors irrémédiable, même s'il avait commencé bien avant que les massacres de Diapé et Makoundié ne soient commis et connus.

Le différend entre Lagarrue et Angoulvant s'envenime

Lorsque, entre juillet et août 1910, les affaires de Diapé et de Makoundié étaient officiellement connues, les relations entre les autorités civiles et militaires étaient déjà gravement détériorées. Dès le mois de mai, en effet, de très nombreux griefs — tous imputables à des questions réglementaires et de préséance — étaient formulés par Angoulvant à l'encontre du commandant militaire Lagarrue, dont les agissements étaient considérés comme trop expéditifs et la conduite comme trop indépendante⁵⁸. Toutefois, les massacres ne

55. ANCI, 1 NN 1 (3), Circulaire à MM. les Administrateurs des Cercles de Lagunes, du N'Zi-Comoé, du Baoulé-Nord, Baoulé-Sud, du Haut-Sassandra, du Haut-Cavally et de Lahou, Bingerville, le 20 août 1910 [Angoulvant].

56. ANCI, 1 NN 1 (3), le Lieutenant-Colonel Lagarrue, Commandant Militaire de la Côte-d'Ivoire à MM. les Commandants de Colonne et de Détachement, Dimbokro, le 22 août 1910.

57. ANCI, 1 NN 1 (3), le Lieutenant-Gouverneur de la Côte-d'Ivoire à M. le Gouverneur Général de l'AOF, Bingerville, le 24 août 1910.

58. Plusieurs séries de documents, constituant un fort dossier de quelques centaines de pages, sont consacrées au « différend Lagarrue-Angoulvant » : ANCI, 1 EE 14 (1) ; 1 EE 18 (5) ; 1 NN 1 (2 à 11).

semblaient pas entrer, du moins directement, dans le contentieux déjà ouvert entre les deux responsables et qui s'envenima pendant l'été.

Angoulvant imputait, certes, toutes les responsabilités des massacres aux erreurs de Lagarrue et à la brutalité de ses hommes et rappelait un autre motif de conflit au sujet de la répression des N'gban (sous-groupe des Baoulé), déclarant n'avoir « jamais voulu que mon action pacificatrice soit souillée par des atrocités qui n'ont aucun rapport avec les nécessités déjà tristes de la guerre »⁵⁹. Ces incidents ne faisaient toutefois pas partie des griefs initiaux d'Angoulvant contre Lagarrue et ne réapparaissaient que plus tard, fin septembre 1910, après avoir disparu de toute correspondance pendant presque deux mois. Même alors, les massacres n'étaient évoqués que très sommairement, juste une ligne pour mémoire — à l'intérieur d'une correspondance imposante, répétitive et certainement disproportionnée — et sans qu'aucun élément nouveau ne soit révélé. Entre censures et mystifications, les massacres ont été évoqués seulement après que la guerre des chefs avait éclaté au plein jour et surtout après que Lagarrue avait quitté le commandement militaire et la colonie. Et même s'ils refaisaient surface — de manière tardive et peut-être inattendue —, ces incidents ne figuraient toujours pas au premier plan du contentieux. À aucun moment Angoulvant n'exploitait vraiment contre Lagarrue et ses hommes les résultats accablants des enquêtes de l'inspecteur de la Bretesche, se limitant à reprocher au lieutenant-colonel son manque de collaboration dans les mêmes enquêtes, ramenant donc encore une fois le problème au plan règlementaire et administratif. Le souci principal d'Angoulvant semblait être celui de ne pas provoquer un scandale en métropole, où la sensibilité et l'attention par rapport aux « atrocités » étaient moins faibles qu'auparavant, grâce aux dénonciations de certains épisodes (Weiskel 1980 ; Viti 2012). En effet, dès le début de ces affaires, à plusieurs reprises, il avait fait référence aux dommages qu'un scandale causerait à la colonie tout entière, et, on pourrait ajouter, à sa propre réputation. On pourrait aussi supposer qu'Angoulvant, qui pourtant ne dédaignait pas la « manière forte », n'évoquait ces épisodes qu'après avoir acquis la certitude que toute responsabilité des autorités civiles en était définitivement écartée, sans trop charger non plus les militaires, surtout une fois que son adversaire Lagarrue, dont il craignait peut-être la réaction à ce sujet, avait été éloigné de la colonie.

Ce dont les archives peuvent parler

Les nombreux documents produits au cours de cette année 1910, cruciale pour la « pacification » de la Côte-d'Ivoire, montrent une disproportion accentuée entre la gravité de ces incidents et le différend, tout interne au

59. ANCI, 1 NN 1 (2), Le Lieutenant-Gouverneur de la Côte-d'Ivoire, à M. le Gouverneur Général de l'AOF à Dakar, Dakar, le 27 septembre 1910 (bis).

pouvoir colonial, qui opposait deux manières discordantes, mais associées et complémentaires, de concevoir la gouvernance de la colonie. L'archive coloniale, restituant verbosités et redondances, idiosyncrasies et antipathies personnelles, divergences de style et différences culturelles, nous révèle finalement une réalité interne à la colonisation plus nuancée que ce à quoi l'on pourrait s'attendre, où les clivages se compliquent et les acteurs se multiplient : les militaires, les fonctionnaires civils, les colons, les commerçants et aussi, muets et anonymes mais non pas absents, les tirailleurs, pour ne pas parler des « indigènes », dont une partie au moins était tout de même acquise à la cause coloniale. On constate donc des absences et des silences mais aussi une stratification de voix à l'intérieur de l'archive, selon les rôles des différents acteurs-auteurs : ainsi l'inspecteur Charles de la Bretesche est-il le seul à rendre un peu de leur humanité aux populations meurtries, tandis que les plus hauts responsables, William Ponty et Gabriel Angoulvant, rivalisent dans le jeu de la dissimulation et de la langue de bois, les militaires, quant à eux, se taisant de préférence.

En particulier, Ponty et Angoulvant, deux grands portraits de la colonisation, honorés ou honnis après-coup, jouent finalement des rôles inattendus : le premier, à l'envers de son mythe, apparaît plutôt manipulateur et sans scrupules, tandis que le second se montre quelque peu éloigné de son image de « dur » et doit jouer sur la défensive. Mais surtout, une hiérarchie interne aux écrits coloniaux s'établit dans ces archives. L'enquête honnête de l'inspecteur de la Bretesche, son rapport détaillé relatant jusqu'aux noms des victimes ; les admissions partielles mais sans équivoque du lieutenant Alessandri ; les préoccupations quelque peu hypocrites du lieutenant gouverneur Angoulvant, ne valent rien face à la volonté du gouverneur général d'effacer l'affaire. Tous ces écrits restent sans effet, rendus vains par une seule phrase de W. Ponty : « Deux femmes ont été atteintes par balles [...] mais il n'y a pas eu massacre. » Plusieurs strates de discours coexistent donc à l'intérieur du même dispositif colonial, ordonnées selon l'autorité de ceux qui les produisent.

De plus, l'archive coloniale parle d'elle-même, de manière autoréférentielle et en circuit fermé, comme le montre le souci récurrent de ne pas donner prise à l'opinion publique, qui pourrait critiquer une entreprise coloniale triomphante, certes, mais au prix de massacres inavouables sur des populations civiles désarmées. La réalité de terrain, qui n'est pas toujours dissimulable, révèle en effet à quel point la situation réelle était éloignée aussi bien des projets d'une mission civilisatrice désirant le consensus de ses sujets (« la conquête des âmes »), que des triomphes des champs de bataille rêvés par les militaires, où une force ferme — mais non dépourvue du sens d'humanité et du respect loyal de l'ennemi — aurait pu s'exprimer. Au contraire, ces épisodes montrent l'acharnement mesquin et lâche contre un ennemi battu, humilié et sans défense, et le poids d'un esprit de vengeance peu honorable, attribué à des guerriers « primitifs » et dépourvus de

tout sens de la retenue, ce qui attesterait, d'ailleurs, l'échec du processus de civilisation au sein même du dispositif colonial.

Qu'est-ce que, en revanche, ces archives ne nous disent pas ? Loin d'être « le reflet immédiat du réel », les archives s'expriment à travers « une écriture douée de syntaxe [...] et d'idéologie » (Didi-Huberman 2003 : 128) ; elles emploient le langage d'une écriture administrative et officielle, souvent (mais pas toujours) mesurée, qui laisse apercevoir seulement en creux, ou, en l'occurrence, avec des références plus explicites, un sous-texte fait d'échanges précédents, directs et oraux, entre les protagonistes principaux, qui confient à l'écriture adressée à des correspondants tiers seulement ce qui est dicible ou ce qu'ils souhaitent qu'il soit retenu à leur décharge. En ce sens, les redites nombreuses, notamment chez les responsables civils Ponty et Angoulvant, montrent le souci constant chez eux d'assurer leur propre position, faisant confiance à la capacité de « garder », propre de l'écriture (de Certeau 2000) et de l'écriture administrative en particulier. Leurs écrits apparaissent ainsi déjà destinés aux archives, livrés « pour mémoire ».

Plus important, de ces archives disparaissent les « voix » des indigènes et celles des tirailleurs, c'est-à-dire des protagonistes les plus directs des événements. Si les victimes « parlent » — non écoutées — à travers les seuls procès-verbaux des enquêtes de l'inspecteur de la Bretesche, figure distincte et éloignée des cadres coloniaux sur place, les tirailleurs sont encore plus invisibles, réduits à la pure expression d'une force aveugle, dépourvue de volonté et de discernement mais aussi, en toute logique, de responsabilité. Ce n'est donc qu'une vision partielle qui peut être tirée de ces archives ; et pourtant, on peut y apercevoir tout le désarroi d'une population non seulement opprimée, mais réellement défaite et réduite à l'impuissance, dont la mémoire même n'a pas droit de cité ; et, à côté, l'exaltation ambiguë du rôle des tirailleurs, chargés des sales besognes et réduits également au silence. Non, les subalternes ne peuvent pas parler, du moins pas dans ces archives, où l'on ne trouve aucune « contre-phrase » (Spivak 2009 : 77). Mais, plus important encore, les subalternes, par leur hétérogénéité, ne sont pas tous réunis dans le même camp ; ils sont, au contraire, distribués dans les deux groupes en confrontation violente entre eux, les « indigènes » et les tirailleurs, associés dans un mutisme égal et contraire.

Parmi les silences de l'archive figurent aussi les instructions que les officiers ont dû donner à leurs hommes : tirer sans sommation, couper les têtes des victimes. Au vu de l'acceptation sans réactions ni états d'âmes particuliers de ces actes autant systématiques que peu spontanés, il a dû y avoir une consigne, peut-être l'aval d'une pratique usuelle, sûrement une caution au plus haut niveau de la hiérarchie militaire. Toutefois, comme pour le « *catch 22* »⁶⁰, on ne trouvera jamais rien qui ressemble à une norme

60. *Catch 22* est le titre d'un roman de Joseph Heller (1961) et d'un film réalisé par Mike Nichols (1970) dont l'histoire se déroule pendant la Seconde Guerre mondiale. Une norme non écrite y est illustrée, qui est devenue depuis un

ou à un ordre écrit, ce qui n'empêche pas à une praxis consolidée de se muer en règle tacite, soigneusement appliquée. Il y a donc un écart important et inévitable entre les écrits — on ne peut plus officiels — dont sont constituées les archives et l'oralité dont était faite la pratique courante et quotidienne du commandement militaire. Et pourtant, c'est précisément par son occultation que cet écart est restitué par l'archive et rendu visible et lisible.

Il faut alors s'efforcer de lire les archives « à rebrousse-poil », selon la manière de « brosser l'histoire » recommandée par Walter Benjamin (2013 : 61-63), sans empathie (*empathie*) pour les vainqueurs et leur « cortège triomphal » (Löwy 2014 : 65-75), mais sans renoncer à aucune des possibilités documentaires offertes par ces mêmes vainqueurs. Il ne s'agit pas non plus de s'identifier aux victimes, une catégorie par ailleurs très fractionnée, de prendre parti pour elles, comme il serait peut-être facile de le faire. Il s'agit plutôt de « prendre position »⁶¹, et cette position est précisément la « distanciation », l'absence de parti pris, selon la distinction très pertinente proposée par Georges Didi-Huberman (2009 : 65-68) ; d'après cet auteur, en effet, « distancier, c'est montrer », mieux, « montrer que l'on montre », voire « montrer en montrant que l'on montre ». Finalement, la distanciation servirait à « conjurer le sentimentalisme aveugle où verse souvent l'empathie » (*ibid.* 2010 : 187).

« Brosse l'histoire à rebrousse-poil » signifie également prendre soin des « rapports de force qui conditionnent, à travers la possibilité de laisser des traces dans les documents, l'image globale qu'une société laisse d'elle-même », sans oublier que « les instruments qui nous permettent de comprendre des cultures différentes de la nôtre sont ceux-là mêmes qui nous ont permis de les dominer » (Ginzburg 2003 : 33) ; mais cela signifie aussi que les sources historiques peuvent toujours être interrogées contre les intentions manifestes de ceux qui les ont produites (*ibid.*), d'autant plus lorsque ces intentions divergent. Il ne s'agit pas tellement « d'identifier un faux » (quoique cette possibilité n'est pas exclue *a priori*)⁶², « mais de montrer que le “hors-texte” est aussi “dans le texte”, niché dans ses plis : il faut le découvrir et le faire parler » (*ibid.* : 32). Des failles du « discours »⁶³ colonial, il ressort alors le visage contradictoire d'un dispositif imparfait qui fait face à l'« impouvoir » (Didi-Huberman 2016) des populations soumises, déployant tous les moyens, dicibles ou indicibles, de la force, qu'elle soit

dilemme logique : « Qui est fou peut demander à être dispensé de mission aérienne. Mais qui demande à être dispensé de mission n'est pas fou. » Je retiendrai ici le caractère non écrit et pourtant parfaitement applicable de ce code militaire tacite.

61. « Pour savoir il faut prendre position » (DIDI-HUBERMAN 2009 : 11).

62. J'ai tenté de montrer ailleurs (VITI 2016), toujours à partir d'un épisode lié à la révolte des Abbey (le meurtre du colon Rubino), comment les sources peuvent aussi délibérément mentir.

63. « Ensemble des énoncés qui relèvent d'un même système de formation » et qui obéissent à des règles de fonctionnement communes (FOUCAULT 1969 : 141).

d'ordre matériel ou, pour ainsi dire, purement discursif. « Retrouver derrière l'archive la situation qui l'a produite » devient alors autant nécessaire que possible, à travers un parcours visant à examiner conjointement le discours contenu dans le document et la genèse de celui-ci (Naepels 2011 : 52-53).

Globalement, les archives coloniales cachent plus qu'elles ne révèlent au sujet d'épisodes violents et peu reluisants. Toutefois, les documents existent, y compris sur les événements les plus sombres ; ceux-ci finissent occultés, littéralement noyés, sous une masse imposante et redondante de dossiers et correspondances désordonnés et éparpillés dans plusieurs fonds, mais il reste toujours possible de les interroger par un remontage des fragments dispersés, dans un travail de « chiffonnier » (Benjamin 1993).

De plus, dans le cas en examen, la synthèse publiée — donc rendue publique — par Angoulvant (1916) ne fait aucune référence à ces faits. Malgré la distance temporelle assez courte, la différence de style et de contenu qui distingue les rapports immédiats et l'ouvrage de synthèse relevant du même auteur, les rapprochent respectivement du « discours primaire » et du « discours secondaire », selon la catégorisation proposée par Ranajit Guha (1988) au sujet de la « prose de la contre-insurrection ». Également expression du discours officiel et de la « raison d'État », ces différents matériaux se distinguent en effet par le caractère urgent et parfois mal assuré des premiers, et la remise en ordre opérée dans un ouvrage qui se voudrait « définitif », d'où les pages obscures sont expurgées ou stérilisées, à la faveur d'une prose lissée, aplanie, référant d'une marche triomphale, dure mais juste⁶⁴.

Ce qui ressort finalement de ces documents est aussi le conflit violent et sans quartier qui opposait les Africains entre eux : résistants et collaborateurs, indigènes et colporteurs, populations locales et tirailleurs, apparaissent comme pris dans une spirale de violences et de vengeances dans laquelle les atrocités et les actes de cruauté ne manquaient pas, de part et d'autre, chacun essayant de frapper l'ennemi de manière à lui porter atteinte non seulement au plan physique mais aussi moral. De leur côté, les autorités coloniales, civiles et militaires, jouaient les beaux rôles des civilisateurs, condamnant les excès commis en leur nom ou bien les imputant à l'initiative, certes exagérée mais somme toute compréhensible, des tirailleurs excédés, qu'il fallait tout au plus reconduire à une plus stricte discipline, mais dont on louait à tout moment la fidélité et l'abnégation ; ces mêmes tirailleurs qui ont été, et demeurent dans la mémoire, l'instrument principal et le symbole vivant de l'oppression coloniale.

Institut des mondes africains (IMAF), Aix-Marseille Université (AMU), Aix-en-Provence.

64. Nous avons là une illustration du fait que les paroles consignées à l'archive n'obéissent pas à la même « opération intellectuelle » que l'imprimé (FARGE 1989 : 12-13).

ARCHIVES

ANCI (ARCHIVES NATIONALES DE CÔTE-D'IVOIRE, ABIDJAN)

- 6 janvier 1910 1 EE 18 (4/1), Le Chef de Poste à M. l'Administrateur du Cercle des Lagunes, Agboville.
- 13 juillet 1910 2 DD 238, Dossier relatif à un incident survenu entre M. le Gouverneur Angoulvant et la Direction de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (CFAO), Bohn à M. Etienne, Marseille.
- 18 juillet 1910 2 DD 238, [Angoulvant] à M. Le Gouverneur Général de l'AOF, Dakar, A.S. d'incidents en Pays Attiés.
- août 1910 2 DD 238, Angoulvant à Ponty [minute de lettre].
- 8 août 1910 2 DD 238, [Angoulvant] à M. le Commandant militaire [Lagarrue] à Dimbokro.
- 8 août 1910 1 NN 1 (3), [Angoulvant] à M. de la Bretesche, Inspecteur des Affaires Administratives, Bingerville.
- 10 août 1910 1 NN 1 (3), Le Lieutenant Gouverneur de la Côte-d'Ivoire à M. le Gouverneur Général de l'AOF, Bingerville.
- 15 août 1910 2 DD 238, [Angoulvant] à M. le Ministre, [Bingerville] [minute de lettre].
- 17 août 1910 2 DD 239, Le Lieutenant-Colonel Lagarrue, Commandant Militaire de la Côte-d'Ivoire, à M. le Lieutenant-Gouverneur de la Colonie [Angoulvant], Bingerville, Dimbokro.
- 20 août 1910 1 NN 1 (3), Circulaire à MM. les Administrateurs des Cercles de Lagunes, du N'Zi-Comoé, du Baoulé-Nord, Baoulé-Sud, du Haut-Sassandra, du Haut-Cavally et de Lahou, Bingerville [Angoulvant].
- 22 août 1910 1 NN 1 (3), le Lieutenant-Colonel Lagarrue, Commandant Militaire de la Côte-d'Ivoire à MM. les Commandants de Colonne et de Détachement, Dimbokro.
- 24 août 1910 1 NN 1 (3), le Lieutenant-Gouverneur de la Côte-d'Ivoire à M. le Gouverneur Général de l'AOF, Bingerville.
- 28 août 1910 2 DD 239, L'Inspecteur [Ch. de la Bretesche] à M. le Gouverneur de la Côte-d'Ivoire, Agboville.
- 28 août 1910 1 EE 21 (3), L'Inspecteur à M. le Gouverneur de la Côte-d'Ivoire, Agboville.
- 30 août 1910 1 NN 1 (3), Câblogramme n. 551, Bingerville, [Angoulvant] au Gouverneur-Général, Dakar.
- 31 août 1910 1 NN 1 (3), Troupes du groupe de l'AOF, Le Lieutenant-Colonel Lagarrue, Commandant Militaire de la Côte-d'Ivoire, à M. le Lieutenant-Gouverneur de la Colonie, Bingerville, Dimbokro, Objet : Renseignements sur les tués et blessés.
- 1^{er} septembre 1910 2 DD 239, Angoulvant à M. le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, Dakar, (A.s. de cruautés commises en Pays Abbey).
- 14 septembre 1910 1 NN 1 (3), [Angoulvant] à M. Etienne, Vice-Président de la Chambre des Députés, Bingerville.
- 27 septembre 1910 1 NN 1 (2), Le Lieutenant-Gouverneur de la Côte-d'Ivoire, à M. le Gouverneur Général de l'AOF à Dakar, Dakar.
- 30 septembre 1910 2 DD 239, Le Lieutenant-Gouverneur de la Côte-d'Ivoire à M. le Gouverneur-Général de l'AOF à Dakar.
- 28 novembre 1910 2 DD 239, Le Gouverneur Général de l'AOF à M. le Ministre des Colonies à Paris, Dakar.

ANOM (ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER, AIX-EN-PROVENCE)

2 février 1911 Côte-d'Ivoire, VII, 8a, Le Ministre des Colonies à M. le Gouverneur Général de l'AOF à Dakar, Paris.

4 mars 1910 Côte-d'Ivoire, VII, 8c, Rapport sur la Côte-d'Ivoire. I^{re} Partie [Ponty].

AOF (ARCHIVES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'AOF, DAKAR [EN MICROFILM AUX ANOM]).

9 janvier-4 avril 1910 1 D 184 [ANOM, Mi 14 Miom 287], Rapport du chef de Bataillon Noguès du I Tirailleurs Sénégalais, Commandant la colonne de répression de l'insurrection des Abbeys et Tribus voisines.

23 janvier 1910 1 D 189 [ANOM, Mi 14 Miom 289], Copie de Télégramme officiel, Bingerville, Lieutenant-Gouverneur à Gouverneur Général, Dakar.

15 septembre 1910 1 D 187 [ANOM, Mi 14 Miom 288], Le Gouverneur Général de l'AOF à M. le Général Commandant Supérieur des Troupes, Dakar.

RCD (*RENSEIGNEMENTS COLONIAUX ET DOCUMENTS*)

1910 « La pacification de la Côte-d'Ivoire. Méthodes et résultats », *Renseignements coloniaux et Documents*, 10 : 293-331.

BIBLIOGRAPHIE

ANGOULVANT, G.

1916 *La pacification de la Côte-d'Ivoire. 1908-1915. Méthodes et résultats*, Paris, Larose.

BAZIN, J.

1985 « À chacun son Bambara », in J.-L. AMSELLE & E. M'BOKOLO (dir.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte : 87-127.

BCAF (*BULLETIN DU COMITÉ DE L'AFRIQUE FRANÇAISE*)

1910a « La situation politique de la Côte-d'Ivoire », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 2 : 60-62.

1910b « La situation générale de l'Afrique Occidentale Française », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 2 : 213-218.

BENJAMIN, W.

1993 [1927-1940] *Paris, capitale du XIX^e siècle. Le livre des passages*, Paris, Le Cerf.

2013 [1940] *Sur le concept d'histoire*, Paris, Payot, 2013.

DE CERTEAU, M.

2000 [1975] *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard.

CHARTIER, R.

2009 [1998] *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et incertitudes*, Paris, Albin Michel.

DIDI-HUBERMAN, G.

2003 *Images malgré tout*, Paris, Éditions de Minuit.

2009 *Quand les images prennent position. L'œil de l'histoire, 1*, Paris, Éditions de Minuit.

2010 *Remontages du temps subi. L'œil de l'histoire, 2*, Paris, Éditions de Minuit.

2016 *Peuples en larmes, peuples en armes. L'œil de l'histoire, 6*, Paris, Éditions de Minuit.

DOMERGUE, D.

1977 « L'échec d'une conquête : le pays lobi (1900-1926) », *Bulletin de l'Ifan*, série B, Sciences humaines, 39 (3) : 532-553.

DRÉVILLON, H.

2013 *L'individu et la guerre. Du chevalier Bayard au Soldat inconnu*, Paris, Belin.

ECHENBERG, M.

2009 [1991] *Les Tirailleurs sénégalais en Afrique occidentale française (1857-1960)*, Paris, Crepos-Karthala.

FARGE, A.

1989 *Le goût de l'archive*, Paris, Éditions du Seuil.

FOUCAULT, M.

1969 *L'archéologie des savoirs*, Paris, Gallimard.

1994 « Désormais, la sécurité est au-dessus des lois », in *Dits et écrits, 1954-1988*, t. III, 1976-1979, texte 211, Paris, Gallimard : 366-368.

GINZBURG, C.

2003 [2000] *Rapports de force. Histoire, rhétorique, preuve*, Paris, Gallimard-Éditions du Seuil.

GUHA, R.

1988 [1983] « The Prose of the Counter-Insurgency », in R. GUHA & G. C. SPIVAK (eds.), *Selected Subaltern Studies*, New York-Oxford, Oxford University Press : 45-86.

KLEIN, M. A.

1993 « Slavery and Emancipation in French West Africa », in M. A. KLEIN (ed.), *Breaking the Chains. Slavery, Bondage and Emancipation in Modern Africa and Asia*, Madison, The University of Wisconsin Press : 171-196.

1998 *Slavery and Colonial Rule in French West Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.

LACOMBE, C.

2014 « Les archives sonores comme terrain d'investigations : l'exemple des xylophones Fang », *Journal des Africanistes*, 84 (2) : 80-105.

LARSON, F.

2014 *Severed. A History of Heads Lost and Heads Found*, New York, Liveright Publishing Corp.

LOUCOU, J.-N.

2007 *Côte-d'Ivoire : Les résistances à la conquête coloniale*, Abidjan, Éditions du Cerap.

LOVEJOY, P. E. & KANYA-FORSTNER, A. S. (EDS.)

1994 *Slavery and Its Abolition in French West Africa. The Official Reports of G. Poulet, E. Roume, and G. Deherme*, Madison, University of Wisconsin (« African Studies Program »).

LÖWY, M.

2014 *Walter Benjamin : Avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept de l'histoire »*, Paris, Éditions de l'Éclat.

NAEPELS, M.

2011 *Ethnographie, pragmatique, histoire. Un parcours de recherche à Houailou (Nouvelle-Calédonie)*, Paris, Publications de la Sorbonne.

PERSON, Y.

1975 *Samori. Une révolution Dyula*, t. III, Dakar, Ifan.

SPIVAK, G. C.

2009 [1988] *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, Éditions Amsterdam.

SIMON, M.

1965 *Souvenirs de brousse, 1905-1918. Dahomey-Côte-d'Ivoire*, Paris, Nouvelles Éditions Latines.

VITI, F.

2012 « À la guerre comme à la guerre. De la cruauté dans l'art du combat (Baoulé, Côte-d'Ivoire, 1891-1911) », in D. CASAJUS & F. VITI (dir.), *La terre et le pouvoir. À la mémoire de Michel Izard*, Paris, CNRS Éditions : 249-270.

2016 « Les quatre morts du colon Rubino (Côte-d'Ivoire, janvier 1910) », *Journal des Africanistes*, 86 (1) : 329-339.

WEISKEL, T. C.

1980 *French Colonial Rule and the Baule Peoples : Resistance and Collaboration, 1889-1911*, Oxford, Clarendon Press, Oxford University Press.

RÉSUMÉ

En juin 1910, deux massacres de populations civiles désarmées eurent lieu à quelques jours de distance, dans les régions des Abbey et des Attié du sud-est de la Côte-d'Ivoire. Ces mêmes populations s'étaient insurgées quelques mois auparavant mais

elles étaient désormais « pacifiées ». Dans ces massacres perpétrés de sang-froid, suivis d'actes de cruauté et sans qu'aucune menace ne soit portée contre les troupes coloniales, l'esprit de vengeance des officiers français et des Tirailleurs sénégalais apparaît nettement. Sur fond de justifications spécieuses, un contentieux s'ouvrira entre administrateurs civils et militaires, tandis que les archives demeureront muettes au sujet des protagonistes directs et des victimes de ces épisodes violents. Une enquête ethnographique menée sur un « terrain d'archives » et une lecture « à rebrousse-poil » de ces documents et de leurs silences permettent d'établir les faits et les discours qui accompagnent ces violences coloniales.

ABSTRACT

The Diapé and Makoundié Massacres (Côte-d'Ivoire, June 1910). Between Colonial Repression and Inter-African Acts of Violence. — In June 1910, two killings of unarmed civilians occurred a few days apart in the regions of Abbey and Attié in south-eastern Côte-d'Ivoire. Those populations had rebelled against the colonial power a few months before, but the region was now considered "pacified." These cold-blooded massacres, followed by acts of cruelty without any threat against the colonial troops, clearly show the spirit of vengeance of the French officers and the *Tirailleurs sénégalais*. With specious pretexts, litigation was initiated between civil administrators and military officers, yet the archives reveal nothing either from the direct protagonists of those massacres or the victims of those violent episodes. An ethnographic survey based on the "archives as fieldwork" and a reading "against the grain" of documents and their silences enable us to establish the facts and the discourses surrounding these colonial acts of violence.

Mots-clés/Keywords : Côte-d'Ivoire, Abbey, Attié, archives, conquête coloniale, cruauté, massacres, Tirailleurs sénégalais/Côte-d'Ivoire, Abbey, Attié, archives, colonial conquest, cruelty, massacres, Tirailleurs sénégalais.